

COMMUNE DE FILLINGESREGISTRE DES ARRETES DU MAIREREGLEMENTANT LA CIRCULATION PROVISOIRE PENDANT L'INTERVENTION SUR RESEAU TELECOM
1210 ROUTE DU CHEF-LIEU

Le Maire de la Commune de Fillinges (Haute-Savoie),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu les articles L 417-3 du Code de la Route et L 131-3 du Code de la Voirie Routière,
- Vu la demande du 14 décembre 2024 de l'entreprise CIRCET/ Bouygues Telecom dans le cadre d'un raccordement à la fibre, sans génie civil,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière, version consolidée au 04 septembre 2008,

ARRETEARTICLE 1^{er} : Autorisation

Sauf intempéries ou aléas de chantier, le 8 janvier 2025, l'entreprise CIRCET/ Bouygues télécom interviendra pour exécuter les travaux décrits supra.

La circulation sera maintenue, alternée manuellement de 8h30 à 16h00 afin de ne pas perturber les transports collectifs.

La vitesse sera limitée à 30 km/h, le stationnement sera interdit sur la zone d'intervention à l'exception des véhicules affectés au chantier.

ARTICLE 2 : Sécurité et signalisation de chantier

La signalétique et balisages seront mis en place et entretenus par l'entreprise CIRCET/Bouygues télécom afin de prévenir les usagers.

La signalisation de restriction et de rétrécissement des voies de circulation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8^{ème} partie– Signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié).

Le bénéficiaire devra délimiter la zone d'intervention conformément aux dispositions suivantes :

- Panneaux AK5 de part et d'autre de la zone d'intervention (chantier temporaire)
- Panneaux B14 de part et d'autre de la zone d'intervention (limitation vitesse)
- Panneaux B15/C18 (circulation alternée)
- Barrières de chantier ou K16 lestés autour de la zone de travaux

ARTICLE 3 : Dégradation

À l'expiration de la présente permission, le domaine public sera dégagé de tout encombrement.

Le bénéficiaire est tenu de laisser le domaine public en parfait état.

Toute dégradation constatée sera reprise aux frais du bénéficiaire, à la diligence du service gestionnaire.

ARTICLE 4 : Responsabilité

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette occupation.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENoble Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours gracieux présenté auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui devra alors être introduit dans les deux mois

suivant la réponse de l'autorité compétente (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Ampliation :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier et tout agent de la Commune régulièrement assermenté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- à Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier,
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- à Monsieur le Président du SM4CC (Syndicat Mixte des 4 communautés de Communes),
- à Monsieur le Président du Syndicat des eaux Rocailles Bellecombe,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Savoie,
- à Madame la Directrice des Services Techniques de la commune de Fillinges,
- au Service de Prévention et de Sécurité de la commune de FILLINGES,
- à l'entreprise CIRCET/Bouygues télécom.

Fait à Fillinges, le 31 décembre 2024

Le Maire,
Bruno FOREL



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, affiché le -7 JAN. 2025

Mise en ligne: -7 JAN. 2025